

# Commissioner Moscovici's remarks on the conclusion of the European Stability Mechanism (ESM) stability support programme for Greece

La conclusion, aujourd'hui, du programme européen de soutien à la Grèce marque un moment qui est très important, je dirais même historique, pour nous tous, et d'abord pour le peuple grec. Ce furent huit années difficiles, souvent douloureuses, marquées par trois programmes successifs, mais maintenant la Grèce peut enfin tourner la page d'une crise qui a trop duré. Le plus dur a été fait. Je sais qu'il y a des débats, c'est naturel, mais maintenant le plus dur se trouve résolument derrière nous.

Aujourd'hui, c'est la fin d'une crise, c'est la fin de l'ère des programmes, c'est donc aussi le début d'un nouveau chapitre. C'est là-dessus que je veux insister. C'est, je l'espère, un nouveau départ pour la Grèce, son économie, et sa relation avec les autres pays de la zone euro. Ce nouveau chapitre, je souhaite ardemment qu'il marque une amélioration pour les citoyens et les entreprises grecques. C'est le défi principal pour tous les responsables politiques grecs ces prochaines années. C'est aussi le devoir des Européens et c'est enfin le devoir de la Commission européenne que d'aider les grecs à voir leur sort quotidien s'améliorer.

Car la fin du programme n'est pas la fin du chemin, mais c'est une étape importante vers le redressement de la Grèce. Des efforts continus, on le sait, ça ne sert à rien de le cacher, seront nécessaires pour consolider et assurer la pérennité de ce redressement. La fin du programme, ce n'est pas non plus la fin des réformes. Arrêter demain ce serait revenir en arrière et abîmer 8 années d'efforts.

Aujourd'hui, nous devons prendre acte des efforts considérables que la Grèce a déployés, et en parlant de la Grèce je parle bien sûr d'abord du peuple grec. La Grèce a fait plus que n'importe quel autre Etat membre de l'Union Européenne pour moderniser son administration et son économie. Quand on parle "programme", il faut être conscient que la contrepartie fut 450 réformes qui ont été mises en œuvre depuis le début du programme du MES en 2015 et je ne parle que du 3<sup>e</sup> et dernier programme.

Tout cela eu des résultats: le déficit public très important de la Grèce – supérieur à 15 % du PIB en 2009 – a été transformé en un excédent qui devrait durer à travers des effets cumulatifs au cours des années à venir.

Un large éventail de réformes dites structurelles ont permis de relever des défis aux racines profondes. Je veux simplement en désigner trois:

Le secteur financier est beaucoup plus solide et une stratégie est en place pour faire face aux niveaux élevés de prêts non performants. C'est un défi

qui doit être poursuivi en priorité. Il n'est pas seulement grec, mais en Grèce il prend une acuité particulière.

L'efficacité et l'efficience de l'administration publique ont été améliorées via notamment une grille de salaire transparente et des recrutements basés sur le mérite et les besoins qui ont été mis en place, convenons que c'était nécessaire.

Enfin, mais il y a plein d'autres exemples bien sûr, le système fiscal a été profondément restructuré, l'accent étant mis, il y a toujours des progrès à faire, pas seulement en Grèce, sur la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales ainsi que sur l'amélioration du recouvrement des impôts dus. Il est décisif que les impôts rentrent dans les caisses du Trésor public, ce ne fut pas toujours le cas dans le passé.

De nombreuses mesures ont également été prises pour améliorer l'environnement des entreprises et la compétitivité de la Grèce, pour faire de ce pays ce qu'il doit être et ce qu'il redevient déjà, une destination attractive pour les investissements et pour soutenir ainsi la création d'emplois. Il faudra absolument poursuivre sur cette voie de la compétitivité et de l'attractivité.

Enfin et surtout, les réformes ont contribué à la mise en place de systèmes de retraite, de soins de santé et de prestations sociales durables et universels – avec le déploiement, pour la première fois en Grèce, d'un système de revenu social solidaire destiné à soutenir les plus vulnérables. Je sais qu'on fait sans arrêt le procès de l'austérité, en confondant au passage les causes et les effets. Ce n'est pas l'austérité qui a causé la crise, c'est bien l'inverse. C'est le fait qu'il y avait une crise qui a imposé des mesures rigoureuses. Mais on n'a jamais oublié, en tout cas pas dans ces dernières années, les plus faibles et les plus vulnérables.

Il va sans dire que le processus d'ajustement de la Grèce a été long et douloureux. Il a parfois impliqué des choix difficiles, il y a eu des décisions imparfaites, appelons-les même des erreurs, et des sacrifices majeurs pour les citoyens. Je n'oublie pas cette réalité politique ni cette réalité quotidienne pour beaucoup de grecs.

Mais nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que les indicateurs économiques pointent dans une direction positive. Le plus important parmi ces indicateurs: le chômage, qui est tombé en dessous de 20 % pour la première fois depuis 2011 – je suis conscient que le chiffre est beaucoup trop élevé, mais il est en baisse de huit points par rapport à son sommet, ce qui prouve que les efforts faits payent.

The fact is that Greece's transformative reforms have laid the foundations for a sustainable recovery, putting in place the fundamental conditions needed for sustained growth, job creation and sound public finances in the years to come. This was the main goal of the ESM programme that ends today.

We all know that Greece concludes its programme with a public debt level that is the highest of any EU Member State.

But I am confident that the decisions taken by the Eurogroup to implement a series of robust short and medium-term debt measures will meaningfully lighten Greece's debt burden and secure its sustainability.

These decisions will smoothen the State's annual payment obligations for the years to come. Together with the solid cash buffer that Greece now has in place following the recent disbursement of a final 15 billion euros earlier this month, I'm confident that Greece can now focus on building a new future, with measures underpinning investment, job creation and sustainable growth over the near-term.

I know that the Greek people are yearning for normality after eight years of memoranda. Normality means that from now on, from today, Greece will be treated like any other euro area country. It will now become, for the first time, subject to the same procedures for economic policy coordination as all other Member States. That process starts with the preparation and submission of a draft budgetary plan for 2019 this autumn. Exactly like France and Germany, or any other, that is the framework of the European Semester.

Beyond this, and as of tomorrow, Greece will be subject to an 'enhanced surveillance' post-programme framework with the Commission in the lead. To that end, I can announce today that the first post-programme mission to Greece will take place in the week of September 10<sup>th</sup>. Because Greece's crisis has been so much longer and so much harder than any other, its reforms so much more far-reaching, and because its debt remains so much higher, it is normal that this surveillance, which exists for any country that had to be subject to a programme, needs to be a bit closer, at least in the near term.

This framework will serve to support the completion and delivery of ongoing reforms. It is not about adding new reforms or new efforts. We are not going to do anything that looks like a fourth programme; I repeat that because it is the simple truth. That's essential, because Greece's recovery is not an event, it is a process that takes vision and the sustained engagement of all stakeholders.

I know that these past eight years have been an exceptionally tough period for the Greek people. Because this story has not only been about the billions of euros, 273 billion euros, lent to Greece to see it through the crisis; it has also been about the millions of Greeks who have each lived through their own personal crisis:

The retirees who saw their pensions slashed; the workers who lost their jobs; the families who lost their homes; the parents who saw their children leave the country for a better future elsewhere, because they could not find it in Greece.

I am conscious that all those people may not feel that their situation has yet improved much, if at all. My message to them today is therefore simple: Europe will continue to work with you and for you.

Seeing Greece stand on its own two feet has always been our goal, and I can even say "my goal" because in the past six years I've been really involved in

this file, first as French Finance Minister, then as Commissioner. We will continue to stand by Greece's side. We will work hard to help ensure that all the sacrifices of the past few years have not been in vain. And the result will be that we emerge collectively stronger.

Citizens will ultimately be the judge of what has taken place during this protracted crisis. But I remain firmly convinced that reform was needed to modernise a State with its long, great history firmly anchored in the heart of Europe, where it continues to belong. And that supporting Greece in these efforts over the past years was just the right thing to do, for Greece and for Europe.

Thank you for your time. I'm happy to take some questions.